



Accueil de Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances

Par Jean-François Roubaud, Président de la CGPME

Monsieur le Ministre,

Accueillir le Ministre de l'Economie et des Finances après une matinée consacrée à un bilan des dix dernières années d'évolution des PME revêt un sens particulier en début de mandature. Votre présence, dans une période pour le moins " bousculée " marque votre intérêt pour ces TPE/PME patrimoniales qui font la croissance et l'emploi.

Vous avez devant vous, Monsieur le Ministre, de véritables entrepreneurs qui n'hésitent pas à prendre des risques, y compris sur leurs biens propres, pour développer leur entreprise. Ici pas de rémunération pharaonique ou de golden parachutes mais des femmes et des hommes qui connaissent chacun de leurs salariés avec qui ils travaillent au quotidien. Des chefs d'entreprises qui se battent pour décrocher des marchés, pour trouver des financements, pour sauvegarder leur marge sans laquelle il n'y a pas d'investissement, pas de recrutement. Pas d'avenir.

Nous connaissons tous les difficultés actuelles que traverse notre économie et la situation périlleuse de nos finances publiques. 86% des patrons de PME interrogés par l'IFOP pour KPMG et la CGPME se déclarent inquiètes pour l'économie française, 56% pour leur propre entreprise !

Mon rôle, notre rôle, n'est pas d'ajouter à la sinistrose ambiante. Par contre, il est de mon devoir de vous alerter sur notre incapacité à supporter des prélèvements supplémentaires par le biais d'augmentation de la fiscalité ou d'accroissement du poids des charges.

L'augmentation des cotisations retraites, l'augmentation du SMIC -même si le gouvernement a entendu nos mises en gardes sur le caractère irresponsable de certaines revendications- alimentent nos inquiétudes, à l'heure où nos marges se réduisent comme peau de chagrin.

Lorsque la coupe est pleine nos entreprises disparaissent. Cela fait moins de bruit que les " Conti " ou autre salariés de Gandrange, mais tout autant de mal à l'économie de notre pays. Le plus grand plan social de France se déroule dans l'indifférence quasi générale sauf lorsque, mois après mois, les mauvais chiffres de l'emploi se succèdent.

Nous sommes lucides sur les atouts mais également sur les failles structurelles de notre économie. La question du financement reste essentielle et la mise en place d'une Banque Publique d'Investissement sera, sans nul doute, utile à notre pays, à condition, bien entendu, qu'elle soit réellement accessible aux PME.

Mais le salut ne pourra venir que des entreprises elles mêmes. Une mesure est plébiscitée par les patrons de PME : l'instauration d'un taux réduit d'IS pour les résultats remontés aux fonds propres.

Cette simple mesure aurait pour effet d'enclencher un cercle vertueux pour redynamiser l'investissement. Taxer les dividendes des entreprises fera, certes, rentrer de l'argent dans les caisses de l'Etat mais n'aura aucun effet positif, bien au contraire, sur l'économie. De même si l'augmentation du forfait social devait se confirmer, ce serait là un bien mauvais signal en direction de ces chefs d'entreprises qui ont volontairement choisi d'associer au travers de l'intéressement les salariés aux résultats de l'entreprise.

La compétitivité de nos entreprises dont il a finalement été question ce matin est centrale. Nos amis allemands tirent une grande partie de leur croissance de l'export. Ils avancent tandis que nous reculons en passant de 5,7 à 3,3% de parts de marché dans le commerce mondial. Et pourtant nos entreprises innovent.

Il nous faut donc clairement nous interroger sur les raisons pour lesquelles nos entreprises ne parviennent pas, ou en tout cas pas suffisamment, à aller à l'export. La taille de nos entreprises est une partie de la réponse. Le coût du travail en est une autre. Mais le poids des prélèvements obligatoires –au niveau local comme au niveau national- fait également partie de l'équation.

Il serait anormal que l'Etat fasse, comme cela vient d'être annoncé par Matignon, des efforts budgétaires et que les collectivités locales ponctionnent davantage les entreprises, au travers par exemple d'une hausse directe ou indirecte de la CVAE, pour compenser une éventuelle baisse de dotation. Ne pas décourager ceux qui entreprennent est, à nos yeux, fondamental si l'on veut demain stimuler l'esprit d'entreprise dans notre pays.

Nous sommes, Monsieur le Ministre, des chefs d'entreprise responsables et avons conscience de l'état de nos finances publiques et de l'impérieuse nécessité de les redresser. Un effondrement de la zone euro serait pour nous synonyme de catastrophe. Mais nous avons besoin de savoir quelle sera la politique du gouvernement sur la durée. Le pire serait des augmentations successives sans cohérence apparente si ce n'est celle de trouver de l'argent pour " boucler les fins de mois ".

La stabilité législative et réglementaire est également indispensable pour restaurer cette confiance qui chancelle. Je garde en mémoire cette phrase du candidat François Hollande, devant la CGPME, lors de la campagne électorale : *" Pour qu'elles puissent fixer leur ligne en matière d'emploi des jeunes, ou de localisation d'activité, nous dirons aux entreprises ce que sera la politique de l'Etat sur le crédit impôt recherche, l'impôt sur les sociétés ou encore les prélèvements sociaux pour toute la durée de notre quinquennat. "*

Vous le voyez, Monsieur le Ministre, nous attendons beaucoup de vous.